



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Communiqué de presse relatif aux suppressions de poste annoncées à la SNCM

On voudrait couler la compagnie maritime qu'on ne s'y prendrait pas autrement !

Après la Commission européenne qui a exigé de la SNCM le remboursement de 220 millions d'euros d'aides publiques, c'est l'Etat français lui-même en tant qu'actionnaire qui pactise avec Véolia pour supprimer 600 emplois sur les 1 400 salariés.

Ce plan qualifié de sauvetage s'accompagne d'un chantage à l'investissement, devenu la nouvelle méthode employée par ce gouvernement qui décidément obéit à tous les désirs de la finance.

Le groupe Front de Gauche PACA ne se résignera pas au dépeçage de la SNCM.

Nous n'acceptons déjà pas le manque de volonté politique du gouvernement à affronter les marchés, nous condamnons aujourd'hui de la manière la plus ferme ses propres manœuvres visant à casser l'emploi.

L'Etat a les moyens de reconstituer le capital public par l'imposition du pavillon premier registre pour le cabotage national et par la réindexation de l'enveloppe de la continuité territoriale allouée à la Collectivité territoriale de Corse.

Nous réaffirmons par ailleurs notre solidarité avec les salariés et notre détermination à sauver et développer la SNCM.

Le groupe Front de Gauche au Conseil Régional PACA